

22 février 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, avec d'autres chefs d'Etat européens, sur la refondation du système capitaliste, à Berlin le 22 février 2009.

MME ANGELA MERKEL - Mesdames et Messieurs, bienvenue, ici, chez nous, avec une représentation de haut niveau devant vous. Je suis heureuse de vous voir aussi nombreux. Nous allons commencer par la présidence européenne.

M. MIREK TOPOLANEK - Bonjour, je vous souhaite à tous la bienvenue. Je voudrais remercier Madame Angela MERKEL d'avoir organisé cette rencontre pour la préparation du G20 de ce sommet à Londres. Nous sommes ici les représentants de l'Union européenne avec les représentants de la Banque centrale, également la Présidence assurée par la République Tchèque et la BCE. Je suis heureux de pouvoir vous dire que les pays qui ne sont pas ici aujourd'hui discuteront de toute façon de ces premières conclusions en vue de la préparation du sommet cette semaine.

J'ai été très heureux de pouvoir participer à cette réunion. L'objectif est tout d'abord d'identifier les problèmes qui subsistent, trouver des points sur lesquels nous pouvons nous mettre d'accord et également sur lesquels nous devons travailler rapidement pour le sommet de Londres. Nous souhaitons bien entendu aborder la question de la refonte de l'architecture financière mondiale, nous devons aborder ces questions de régulation. Comment régler les problèmes de la crise financière et tous les autres problèmes ? Je suis très heureux du déroulement de cette réunion préparatoire aujourd'hui. Je pense que les discussions ont été excellentes, les conclusions vont être présentées par Mme MERKEL et par M. BROWN.

MME ANGELA MERKEL - Mesdames et Messieurs, je voudrais d'abord remercier tous les participants à cette réunion. En tant que pays de l'Union européenne qui font partie du groupe du G20, dirigé par Gordon BROWN cette année, nous nous sommes réunis pour préparer une position commune, solide de l'Union européenne à présenter au sommet du G20 à Londres. Comme le disait M. TOPOLANEK, comme position commune des vingt-sept états membres. Il s'agit actuellement d'une situation extraordinaire, avec une crise sans précédent tant des marchés financiers que de l'économie mondiale. Nous sommes convaincus qu'une telle crise internationale ne peut être maîtrisée qu'en commun et l'Union européenne souhaite bien sûr apporter sa contribution.

C'est la raison pour laquelle nous nous sommes réunis aujourd'hui pour déterminer une position commune avec comme objectif de restaurer la confiance des marchés, ce qui n'a pas encore été le cas jusqu'à présent. Il importe pour nous de ne pas embellir les choses, la situation, mais de tout de même émettre un signal pour montrer qu'on a des chances de sortir plus forts de cette crise avec un nouvel ordre commun tant pour l'architecture financière que pour les principes d'économie commune. Nous sommes d'avis que pour ceci, le plan d'action de Washington doit être réalisé, il s'agit d'une étape importante pour Londres. Berlin n'est qu'une étape, si je puis dire, entre Washington et le 2 avril à Londres, où nous avons pu préciser notre position européenne. Nous sommes donc d'avis que tous ceux qui ont participé à cette préparation sont bien conscients de la nécessité de faire de Londres un succès.

La confiance ne pourra être effectivement rétablie que si les citoyens de nos pays sentent vraiment que nous développons des efforts communs. conjoints et que nous avons compris que

travaux que nous développons des efforts communs, conjoints et que nous avons compris que nous devons tirer les enseignements de cette crise. C'est pourquoi nous estimons que le FMI et le Forum de Stabilité Financière doivent permettre de réaliser, et doivent surveiller la mise en oeuvre du plan de Washington et donc doivent recevoir une nouvelle mission pour assumer davantage de responsabilités dans les mécanismes globaux. Nous pensons que les marchés financiers, les produits financiers et les acteurs financiers - y compris les « hedge funds », les agences de notation et autres acteurs privés - doivent faire l'objet d'une régulation et d'un contrôle. Tous les détails à cet égard devront être élaborés dans le détail pour faire partie du plan d'action. Pour ceux qui ne sont pas coopératifs, que ce soient des paradis fiscaux ou certains territoires sur lesquels il n'y a pas de transparence des opérations, il faut développer des mécanismes de sanctions. Il faut que ce soit fait de façon extrêmement concrète et d'ici le 2 avril au plus tard, peut-être même par les Ministres des finances. Il faut faire des listes et montrer concrètement qui jusqu'à présent a refusé cette coopération internationale, sans quoi nous ne pourrions pas expliquer à nos citoyens comment les choses se passent. Nous pensons que l'une des erreurs peut-être commises dans le passé a été qu'en bonne période les banques n'ont pas mis de côté des réserves, des marges si vous voulez, et donc en période de difficulté, elles ne sont pas en mesure de réagir à une crise. Il faut donc que ceci change à l'avenir.

Nous avons également discuté de la question de savoir dans quelle mesure les mécanismes actuels risquent éventuellement d'induire des phénomènes de pro-cyclicité en raison des règles de Bâle II. Et donc nous devons continuer à discuter au sein de l'Union européenne pour savoir comment, éventuellement, arriver à relancer les mécanismes d'octroi de crédit et à les concevoir de façon à ce qu'il n'y ait pas de réaction pro cyclique.

Au sommet de Londres, nous voulons discuter d'une charte d'une économie durable, nous pensons que les principes communs sont nécessaires dans le monde, y compris en ce qui concerne le traitement des grands déséquilibres mondiaux actuels et qu'il va falloir progressivement arriver à quelque chose. La première étape sera à Londres, il y aura ensuite la réunion du G8 pour arriver petit à petit à élaborer une telle charte d'économie durable avec la fixation de principes communs.

Pour résoudre les problèmes de la crise, nous voulons prendre des mesures qui dans la mesure du possible n'entraînent pas de distorsions de la concurrence. Nous sommes tous en faveur de la liberté des échanges sans protectionnisme et nous espérons vraiment arriver à une percée dans le cycle de négociation de l'OMC. Nous aurons bien sûr à en discuter avec nos partenaires. Pour surmonter cette crise, nous pensons qu'il faut renforcer le rôle du FMI et nous pensons qu'un doublement des ressources du FMI serait nécessaire pour pouvoir aider les pays qui en ont besoin pour pouvoir assurer non seulement la stabilité des banques mais également des pays. L'Europe est prête à assumer sa responsabilité dans le monde. Nous espérons qu'avec M. Gordon BROWN comme Président du G20 nous devons donc soutenir M. BROWN et nous pourrions donc aider nos partenaires du G20. Nous espérons donc ainsi arriver à un résultat ambitieux, un succès à Londres.

M. GORDON BROWN - Mesdames et Messieurs, notre première priorité, ce sont les préoccupations des citoyens et des citoyennes quant à leurs économies, quant à leurs emplois. Et bien entendu les problèmes de capitaux des banques. Nous avons véritablement besoin de guide au niveau économique et je crois que le leadership de Mme MERKEL est démontré aujourd'hui avec l'organisation de cette réunion qui nous aide à préparer ce sommet du G20 à Londres auquel participeront nos pays. C'est une époque éprouvante, difficile. Nous avons pris des mesures sans précédent pour le système financier. Il y a eu les réductions des taux d'intérêts les plus grandes que nous n'ayons jamais vu, nous avons injecté des fonds considérables dans notre système bancaire pour s'assurer que les banques jouent leur rôle.

Aujourd'hui nous avons décidé que nous devons aller au-delà de ces mesures en travaillant ensemble. Nous avons besoin d'un nouvel accord, un New Deal international. Nous avons véritablement besoin du concours de tous les pays du monde pour que l'économie mondiale soit relancée. Mais comme Angela MERKEL l'a dit, pour que le système économique et financier de l'avenir soit fondé sur des principes valables et solides, nous sommes déterminés, pour rétablir

les flux de capitaux mondiaux, plutôt que de n'avoir qu'un système de supervision national, nous avons besoin d'un système mondial qui nous permette d'identifier les difficultés. D'avoir la transparence pour toutes les institutions financières, le système opaque qui a émergé et également les « hedge funds » que nous devons suivre. Ces principes devraient être inscrits dans le travail du FSF qui sera présenté au sommet du G20 au mois d'avril. Nous avons besoin d'aller plus loin et nous assurer que les encouragements financiers au niveau du monde soient véritablement quelque chose qui mène au résultat que nous escomptons. Environ un milliard de dollars a déjà été investi dans l'économie mondiale. Il y en aura encore. Nous avons besoin de montrer que ceci aboutit au résultat escompté, que les possibilités de relance sont bien là. La troisième chose, que nous devons garantir ensemble, c'est que nous souhaitons reconstruire tout le système financier bancaire autour de principes intègres permettant la confiance et la transparence essentielles si on veut véritablement avoir confiance dans nos banques. Nous recherchons à travailler en coopération avec tous les continents pour nous assurer que les systèmes bancaires puissent véritablement servir le public plutôt que de spéculer avec l'argent du public.

Et puis finalement, nous avons décidé que les institutions financières seront appelées à jouer un rôle plus important en travaillant avec les pays individuels pour assurer la stabilité dans nos systèmes. Les institutions financières doivent avoir au moins 500 milliards de dollars pour les aider à faire face non seulement à la crise mais pouvoir faire du travail de prévention. Nous avons décidé un rôle plus important pour la Banque mondiale, pour aider les pays les plus défavorisés dans ce monde. Nous souhaitons également pour encourager l'économie mondiale un accord mondial. Il faut que beaucoup des ressources investies soient investies dans un avenir respectueux du climat. Peu d'émission de carbone est important. Nous devons nous assurer d'asseoir notre coopération, notre résolution de travailler ensemble. Nous avons besoin pour cela de la confiance dans l'économie mondiale, mais nous avons besoin de refaçonner toutes les activités économiques, ce qui est nécessaire pour l'emploi et donc pour la sécurité des citoyens de ce monde.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, moi aussi je voudrais remercier Angela MERKEL pour cette initiative de sommet de Berlin. Comment se situent les choses aujourd'hui ? A la demande de l'Europe, il y a eu le sommet de Washington. Le sommet de Washington a posé un diagnostic et des principes d'actions et fixé un rendez-vous le 2 avril à Londres. Nous voulons tous que Londres soit un succès et nous sommes tous conscients que c'est une chance ultime. Nous ne pouvons pas nous permettre un échec à Londres. Qu'est ce qui fera de Londres un succès ? C'est l'ambition des mesures que nous proposerons et leur crédibilité.

A Londres, nous sommes tous bien d'accords maintenant, l'Europe veut la refondation du système. Ce n'était pas évident au début. Nous sommes tous bien d'accords là-dessus. Il ne s'agit pas de mesures de surface, de mesures transitoires, il s'agira de prendre des mesures structurelles. Et je veux dire combien je partage l'avis de Gordon BROWN, notamment sur la nécessité de prévoir des sanctions à la clé de la nouvelle réglementation. Car une nouvelle réglementation, une nouvelle régulation sans sanction, cela n'existerait pas.

Je veux également dire à Angela MERKEL combien je suis reconnaissant que, dans notre communiqué, nous disons que nous voulons en finir avec les paradis fiscaux. A Washington, on avait eu du mal à faire inscrire le mot. Nous voulons des résultats en la matière avec une liste de paradis fiscaux et des conséquences. Nous avons également dit sur les « hedge funds » que nous voulons de la régulation. Et nous avons, Angela a parlé d'une même volonté pour dire qu'on ne pouvait plus tolérer le système des rémunérations sur les traders et dans les banques avec des bonus. La vérité, c'est que ce sommet de Berlin est une étape. Une étape importante entre Washington et Londres. Nous voulons tous avancer ensemble, nous voulons tous de l'ambition pour Londres, nous voulons la refondation du système. Et d'ici là, nous prendrons les voies et les moyens pour convaincre le maximum des membres du G20 de la nécessité d'aller de l'avant vers la refondation de notre système.

Je voudrais terminer en disant que nous avons bien conscience de la gravité de la situation,

situation financière, situation économique. Et que dimanche prochain, lors du sommet de Bruxelles, que nous avons demandé avec Madame MERKEL, c'est l'ensemble des vingt-sept que nous allons essayer de mettre sur la même position avec la Présidence tchèque. Mesdames et Messieurs, nous n'avons pas le choix.

D'ici au 2 avril, il faut réussir et ne pas accepter que qui que ce soit ou quoique ce soit entrave l'ambition de ce sommet qui portera une responsabilité historique parce qu'on réussira, on tournera la page. Et si on échoue alors il n'y aura plus de corde de rappel.

M. JAN PETER BALKENENDE - Mesdames et Messieurs, je voudrais remercier, Angela MERKEL pour l'organisation de cette conférence.

La préparation du sommet de Londres auquel M. BROWN aura la présidence est une préparation essentielle surtout face à la crise financière actuelle. Nous devons agir ensemble au niveau international et nous avons beaucoup parlé des mesures à prendre. Nous devons encore beaucoup travailler ce que nous faisons aujourd'hui doit nous permettre de maîtriser cette crise de façon continue. Ceci demande des décisions au niveau international. J'ai relevé aujourd'hui quatre décisions fondamentales. Premièrement il s'agit ici de nous décider pour une économie de marché fondée sur les principes moraux et travaillant dans un cadre moral. Ce doit être une économie sociale. Il ne s'agit pas seulement de contrôler, de réglementer.

Nous devons véritablement changer de mentalité et je suis heureux de l'idée d'Angela MERKEL qui consiste à voir cette charte pour une économie durable cela nous donne la possibilité d'associer ces principes moraux et de prendre en compte cet aspect moral. Deuxième point important c'est que nous avons pu décider aujourd'hui d'avoir l'organisation d'échanges libres améliorés. Les négociations de l'OMC jouent un rôle important à cet égard et je suis heureux que nous ayons décidé de tenter de faire aboutir le cycle de Doha. Le marché intérieur européen ne peut que mieux fonctionner grâce à cela. La stabilité et le pacte de stabilité et de croissance est important également à cet égard. Troisième décision qui me paraît importante c'est la question de la solidarité. Nous devons toujours nous engager pour la solidarité. Chaque pays a des difficultés, chaque pays doit s'engager pour relancer le secteur financier et le secteur économique et l'emploi. Mais nous devons également aider d'autres pays, prendre des décisions pour essayer les objectifs du millénaire que nous nous sommes fixés. Justement les questions du changement climatique notamment sont des questions fondamentales.

C'est pourquoi la conférence de Copenhague est aussi importante et nous devons pour l'économie réelle bien savoir qu'il y a un lien avec le secteur financier et nous devons renforcer les structures économiques sur la base de mesures durables. Ce n'est qu'avec des mesures durables que cette crise pourra être surmontée. C'est comme cela que nous dégagerons de nouvelles voies d'action ce n'est que par là que nous pouvons apporter des réponses adéquates aux questions que nous nous posons. Nous parlons de diverses questions et Mme MERKEL doit être remerciée par nous tous. Je la remercie pour cette réunion, nous nous retrouvons la semaine prochaine dans le cadre du Conseil européen pour ce sommet extraordinaire. Je crois que ce que nous avons décidé aujourd'hui sera important pour cela.

M. JOSE LUIS ZAPATERO - Merci beaucoup Angela pour l'organisation de cette réunion. Avant tout il s'agit d'une réunion qui nous donne un sentiment de sécurité et de confiance face à nos projets européens face aux citoyens, face aux entreprises, face aux institutions financières. Le fait de savoir que les gouvernements européens appartenant au G20, savoir que l'Union européenne représentée ici par la Commission sont à la ligne de front du combat dans cette crise internationale sans précédent comme Angela MERKEL vous l'a dit. Egalement la réaction face à cette crise internationale sans précédent a été une réaction qui jusqu'à maintenant n'avait pas connu de précédent non plus. Cette réaction qui a consisté à renforcer le système financier par des investissements considérables par les gouvernements et surtout une réaction de coordination, cette volonté de travailler ensemble, unis pour tenter de faire face à une crise qui est mondiale, qui ne peut avoir de solution que mondiale. On ne peut avoir de confiance et de sécurité que si nous travaillons ensemble. Même avec ces difficultés très graves que nous traversons, que nous allons continuer à traverser nous devons nous unir, c'est comme cela que nous sortirons de la crise avec un nouveau système financier international. solide transparent. moral. Un nouvel ordre

crise avec un nouveau système financier international, solide, transparent, morel. Un nouvel ordre économique plus durable. Nous appuyons pour cela la charte de l'économie durable proposée par la Chancelière Angela MERKEL.

Un ordre international avec un commerce juste où il n'y aura pas de barrières protectionnistes. Un ordre économique international qui recherche à atteindre les objectifs du millénaire. Un ordre international qui mise sur l'économie de l'innovation, de l'innovation respectueuse de l'environnement. Une économie écologique. Une économie qui sache relever les défis d'une évolution, qui soit donc plus productive à cet égard dans les décennies à venir. A Berlin nous nous sommes réunis. Nous serons réunis, toujours unis, face à cette crise dans le cadre de l'Union européenne.

Nous aborderons le sommet du 2 avril à Londres unis et nous sommes déterminés à ce que ce sommet soit le sommet des décisions, le sommet de l'action. Washington a été un sommet d'union et de planification. Nous avons mis sur pied un programme de travail. Londres doit être un sommet de prises de décisions, d'action pour que le nouveau système financier international puisse fonctionner le plus rapidement possible. Un système financier qui doit éliminer ces paradis fiscaux qui doit réguler et limiter les encouragements excessifs des dirigeants. Qui doit mettre en place une supervision et un contrôle mondial, une régulation beaucoup plus stricte nous garantissant la transparence et donnant plus de sécurité à tous. Madame la Chancelière félicitations, merci pour cette réunion, c'est un pas que nous avons franchi, nous avons beaucoup de travail sur la planche mais je crois que nous pourrions véritablement arriver à nos objectifs car nous travaillerons ensemble, unis avec toute la force de l'Union européenne, avec toute la force individuelle de chacun des états membres.

Silvio BERLUSCONI - Bien entendu, moi aussi je suis d'accord sur ce qui vient d'être dit par mes collègues, totalement d'accord en ce qui concerne le fait que nous devons agir de façon coordonnée, que nous devons réviser les règles qui n'ont pas fonctionné et nous devons arriver à de nouvelles normes mondiales qui s'appliquent à tous et que nous en devons pas non plus tomber dans la tentation du protectionnisme. Pour ce qui de la charte, je voudrais dire quelque chose en ce qui concerne mon pays qui se trouve dans une situation relativement meilleure par rapport à ce que j'ai entendu dire avec les préoccupations de mes collègues.

L'Italie a un système bancaire solide, les banques italiennes n'ont pas été impliquées dans les titres toxiques, les familles italiennes économisent beaucoup et il y a tout un système sain. 70% en fait de la rétribution. Donc je voudrais répondre également à certains articles que j'ai lu récemment, rappeler que le gouvernement italien a agi très rapidement, près de deux mois avant avec 40 milliard d'euros pour résoudre le problème donc nous avons vraiment agi très rapidement et nous avons pu sauver l'épargne de beaucoup d'italiens. Je voudrais dire qu'en agissant vite on peut réduire l'ampleur de la crise et je crois que nous sommes prêts à faire quelque chose à Londres. Cela va dans la bonne voie. Et nous devons nous assurer que ce que nous allons décider soit partagé par d'autres pays importants comme la Chine et par les grandes économies mondiales, particulièrement les Etats-Unis.

Par conséquent, il est extrêmement important d'avoir la décision que nous avons évoqué ici qui est d'envoyer une délégation auprès de l'administration américaine pour se concerter et se mettre d'accord sur les décisions à prendre dans le cadre du G20. je vous remercie.

José Manuel BARROSO - Je voudrais commencer en félicitant Mme MERKEL de cette initiative. Cette réunion a été une réunion extrêmement importante. Nous sommes tous d'accords pour dire que le sommet de Londres doit être un succès, c'est vital pour l'économie mondiale, nous avons montré que nous sommes déterminés à faire de ce sommet un succès. Effectivement, ce processus du G20 a été lancé par l'Union européenne l'année dernière sous la présidence de la France et de Nicolas SARKOZY et maintenant nous avons le deuxième sommet du G20 en Europe à Londres sous la présidence de Gordon BROWN et je crois que c'est une occasion pour l'Europe de proposer au reste du monde certains des principes qui nous paraissent si importants à savoir les principes d'une économie de marché social, les principes de développement durable, avoir des sociétés ouvertes veut dire que nous avons besoin de l'état de droit, avoir des économies ouvertes veut dire que nous avons besoin de principes communs, des principes de

transparence, de moral, de régulation raisonnable, de supervision, des principes de responsabilité sociale. Nous sommes tous d'accords sur cela et nous sommes résolus à faire de ces idées des réalisations au sommet de Londres. A cette réunion nous avons constitué ce consensus maintenant nous allons bien entendu partager nos conclusions avec tous les états membres du G20 et de l'Union européenne.

Dimanche prochain nous aurons un conseil informel à Bruxelles. Nous avons également le conseil du printemps où j'espère qu'un certain nombre de décisions officielles seront prises. Il est tout à fait évident que nous avons besoin de solutions mondiales à des problèmes mondiaux. Le fait de rechercher des solutions mondiales demande la coordination. Il faut impliquer notamment les institutions financières internationales. Le G20 peut se mettre d'accord sur les principes fondamentaux mais après il est important de s'assurer que ces décisions sont véritablement mises en oeuvre et exécutées. Même chose pour l'Union européenne. Nous devons arriver au plus haut niveau de coordination possible et mettre en oeuvre nos propres décisions sur la base d'un cadre convenu pour la stabilité de nos banques, pour les marchés pour tous els principes qui sont si importants pour notre union. C'est pourquoi je crois pouvoir dire que nous avons fait beaucoup de progrès aujourd'hui. Et un message que nous pouvons faire passer à tous les citoyens c'est que nous travaillons pour essayer d'atténuer la crise qu'il s'agit véritablement d'une crise très très grave, nous en sommes conscients et nous réfléchissons aux conditions dans lesquelles nos citoyens travaillent, se retrouvent, notamment les problèmes qui sont ceux des ménages en Europe.

C'est la raison pour laquelle, avec la présidence tchèque du Conseil, nous avons décidé d'avoir ce sommet au mois de mai sur l'emploi, parce que ceci est bien entendu la préoccupation première de nos citoyens européens actuellement : comment maintenir, trouver un emploi, comment revenir à la prospérité. Merci, merci pour ce sommet réussi.

Jean-Claude JUNCKER - Mesdames et Messieurs, la crise financière n'est pas arrivée à son terme et la crise économique s'aggrave, donc il faut une action solidaire en Europe. Elle ne pourra vraiment avoir lieu que si nous nous coordonnons davantage. C'est ce que nous faisons au sein de l'Eurogroupe et donc je suis très heureux de ce travail. Je suis très heureux que la Chancelière nous ait convoqués à cette réunion. Je lui suis reconnaissant également parce qu'elle a essayé de nous amener à voir un petit peu plus loin qu'aujourd'hui. Elle a attaché beaucoup d'importance, effectivement, à ce que nous ayons une initiative visant à la gestion au-delà de la crise. Je pense qu'il va falloir trouver une solution pour améliorer les capacités d'action du FMI et il faut faire en sorte que nous n'ayons plus justement ce type de perturbations sur les marchés financiers à l'avenir.

Je suis très heureux des suggestions de l'Eurogroupe qui ont été reprises ici pour qu'on évite des incitations néfastes aux directeurs des banques. Nous avons fait des propositions il y a trois ans qui ont suscité des sourires, on se disait que ce sont quand même les dirigeants de nos banques or nous voyons aujourd'hui que nous pouvons arriver à un consensus sur l'action à entreprendre. Nous avons parlé des plans de relance que nous avons adoptés dans nos différents pays et nous en devrions pas commettre l'erreur de demander de nouvelles mesures tous les jours. Il y a maintenant des plans qui sont adoptés, qui vont se mettre en oeuvre et il va falloir attendre un petit peu, d'abord que l'air frais se fasse sentir. Il va commencer à se faire sentir en 2010. Et lorsqu'on parle de plan de relance, bien sûr on ne peut pas se fonder uniquement sur le court terme, n'est-ce pas ?

Cela pose des problèmes au niveau de la consolidation budgétaire, il y a des déficits budgétaires. Je pense que ce sont des mesures justifiées à l'heure actuelle, mais il va falloir développer des stratégies de sortie de crise qui seront nécessaires pour pouvoir continuer à respecter le pacte de stabilité. Il va falloir voir comment consolider les finances publiques dès que la situation se sera calmée. Nous avons abordé la question des déséquilibres économiques mondiaux. Il y a effectivement des déséquilibres et c'est un risque finalement à long terme auquel il faudra remédier. Il faudra discuter de la façon de réduire ces déséquilibres.

Je vous remercie

QUESTION - Ma question s'adresse plus particulièrement au Président français de la part de tous mes confrères de la presse française. Monsieur le Président, quelle est votre lecture de la solidarité financière, notamment à l'égard des pays de l'euro qui pourraient être en difficulté, notamment à l'égard des pays qui ont accueilli un certain nombre de délocalisations venant de l'Europe continentale ? Et puis le deuxième point, Monsieur le Président, Gordon BROWN en a beaucoup parlé, cela porte sur la solidarité du système bancaire. Où en est-on, en France, du processus de fusion entre les caisses d'épargne et les banques populaires ? Est-il vrai que l'Etat français va prendre 20% du capital de la nouvelle entité ? Est-il vrai, Monsieur le Président que vous allez vous séparer de votre principal conseiller économique, François PEROL, pour diriger cet établissement bancaire ?

LE PRESIDENT - Je vois que ce que nous vous avons dit vous a passionné. Ecoutez, la solidarité c'est la clé de l'Europe. Et tous, à cette tribune, nous croyons à la solidarité, Jan Peter BALKENENDE l'a rappelé. En même temps, nous devons bien faire attention de ne pas créer les conditions d'une inquiétude supplémentaire. Si nous sommes en Europe, c'est pour être solidaires, donc si tel ou tel avait besoin de la solidarité, il peut compter sur ses partenaires. Ses partenaires doivent naturellement compter sur lui pour respecter un certain nombre de règles. On aura l'occasion d'en reparler, vraisemblablement dimanche prochain. Pour le reste, s'agissant de l'actualité strictement française, je ne voudrais pas abuser de la patience des mes collègues et vous comprendrez que j'attende d'être rentré en France pour répondre à cette question. Vous m'avez demandé si un processus de fusion fonctionnait bien, il progresse. Il faudra bien décider et la décision sera pour cette semaine.

QUESTION - Madame la Chancelière, vous avez parlé de protectionnisme et en même temps dans plusieurs pays européens on réfléchit aux aides qu'on peut apporter à l'industrie automobile. Comment réconcilier ces contradictions ? Est-ce que ce n'est pas quelque chose de contradictoire ? Comment résoudre ce problème ? Si vous me le permettez, je voudrais demander également au Président français de prendre position sur cette question.

MME ANGELA MERKEL - Je crois que je peux m'exprimer en notre nom, nous avons des intérêts communs. Le marché intérieur est important, la Commission est à la tête de ce marché intérieur. Nous avons un programme à la Commission, vous serez tous informés. Nous allons bien entendu discuter des problèmes de l'industrie automobile. Nous sommes d'accords pour en discuter, nous parlerons la semaine prochaine de cela, justement parce que l'industrie automobile connaît des difficultés dans de nombreux pays membres de l'Union européenne. Il faut que les usines fonctionnent. Nous devons bien entendu en parler ensemble.

C'est un domaine de concurrence qui concerne non seulement l'intérieur de l'Europe mais c'est un domaine de concurrence qui doit nous faire porter le regard sur les Etats-Unis. Il faut penser à ces questions. Si on regarde les plans de restructuration de certaines entreprises américaines, il y a des aides considérables de l'Etat et nous demandons à la Commission de ne pas perdre cela de vue, pour que la situation soit équitable. Nos entreprises automobiles en Europe doivent avoir également leurs chances face à d'autres industries automobiles dans le monde. Il ne faut pas perdre de vue cet aspect. Je crois que c'est comme cela que nous souhaitons agir en Europe, nous sommes en discussion avec le nouveau gouvernement américain à cet égard de toute façon, ce n'est pas du tout un reproche que nous faisons, mais c'est une question qui nous occupera grandement dimanche prochain.

QUESTION - Monsieur le Premier ministre BROWN, comment proposez vous que les gouvernements en Europe remplissent les vides lorsque les banques seront parties de leur pays ? Ce vide dans les prêts, comment cela va-t-il se passer notamment avec les hypothèques à 100% maintenant ?

M. GORDON BROWN - Tout d'abord, je crois que nous avons besoin d'une action concertée au niveau international pour avoir en Europe centrale et orientale des actions pour faire face à ce manque lorsque les banques ne sont pas là. Il est très difficile de recapitaliser le reste du système bancaire sans le soutien des institutions financières internationales, c'est évident. Donc aujourd'hui nous proposons, vous le verrez dans le communiqué de presse, un paquet de 500 milliards de dollars pour renflouer le FMI. Non seulement pour que le FMI fasse face à une crise

milliards de dollars pour remodeler le FMI. Non seulement pour que le FMI fasse face à une crise lorsqu'elle se produit, mais pour travailler au plan préventif.

Ce que nous essayons de construire, c'est un système bancaire du XXIème siècle, moderne, où la rémunération est fondée sur le succès à long-terme et non pas des actions à court-terme et où les conseils d'administration comprennent leurs responsabilités pour les risques qu'ils prennent. L'argent des personnes doit être utilisé avec intégrité, de façon responsable, sur la base du principe qui veut que ce n'est que la confiance qui fait fonctionner un système bancaire correctement. C'est comme cela que nous souhaitons travailler à l'avenir. Nous voulons que des milliers de personnes reçoivent des prêts d'un système bancaire qui ne le leur en donne pas actuellement, et c'est pourquoi nous souhaitons que le système de crédit à l'avenir fonctionne au mieux et que lorsque les gens veulent acheter une maison pour la première fois, ils puissent le faire effectivement. Et nous demandons aux services et aux autorités financières en Grande Bretagne, de voir quelle est la régulation, quel est le contrôle que l'on peut placer sur ce type de crédits, sur ce type d'emprunts. Tous ceux qui veulent un emprunt immobilier, il faut qu'ils puissent le faire, mais il faut que cela se fasse sur la base de nouvelles règles à l'avenir.

QUESTION - Bonjour, la question concerne le protectionnisme et l'industrie automobile. Je voudrais adresser ma question au Président français ainsi qu'au Premier ministre tchèque. Est-ce que l'on peut appliquer ces résultats également au protectionnisme ? Est-ce qu'on peut arriver à des résultats au sommet de Londres ?

M. MIREK TOPOLANEK - Ecoutez, cela ne vous surprendra pas si je vous dis que je ne veux pas soutenir des spéculations, chaque pays bien entendu a la possibilité de prendre des mesures pour un plan de relance et les pays ont fait des propositions que l'Etat juge appropriées. Et donc, la semaine prochaine, nous allons voir quelle expérience sera faite. Certains pays proposent une sorte de taxe par exemple pour les vieilles voitures, d'autres une prime à la casse, d'autres prennent d'autres mesures. Je pense qu'il ne devrait pas y avoir de problèmes entre nous, nous discutons simplement de ce qui est à faire et de ce qui nous paraît opportun et je pense que ce sont les médias souvent qui rendent la situation plus difficile. Je n'ai pas de problème du tout pour ma part avec le Président français, je crois que ce sont plutôt les médias qui veulent voir là un problème.

LE PRESIDENT - Je ne veux pas me fâcher avec la presse allemande et encore moins avec la presse tchèque en ne répondant pas à vos questions. Mais on a mis en place une règle, une question par participant, je m'y tiens. Et je suis sûr que cela ne vous étonne pas !

QUESTION - C'est une question pour Mme MERKEL. Vous avez dit que la réunion d'aujourd'hui devait contribuer à restaurer la confiance sur les marchés, le message devant être l'unité. Je voudrais savoir, à votre avis, quel est le résultat le plus tangible de la réunion d'aujourd'hui qui va restaurer cette confiance dans l'avenir ?

MME ANGELA MERKEL - Notre rencontre est une contribution à la restauration de la confiance. Nous avons dit qu'il s'agissait d'une étape et si je regarde par exemple le plan d'action de Washington, si je compare à aujourd'hui, nous y voyons beaucoup plus clair en ce qui concerne par exemple les paradis fiscaux, en ce qui concerne tant les institutions que les produits, particulièrement en ce qui concerne certaines places financières. Deuxièmement, nous nous sommes engagés en faveur de la régulation des « hedge funds », très clairement et nous avons avancé dans l'évaluation des agences de notation. Nous nous sommes exprimés en termes beaucoup plus précis, M. Gordon BROWN l'a dit, en ce qui concerne le rôle du FSF et du FMI pour les institutions financières internationales, nous voyons que nous travaillons sérieusement et qu'on arrive vraiment à des résultats concrets en ce qui concerne des choses qui avaient été esquissées, disons, à Washington ou qui avaient simplement été des thèmes proposés et nous avons avancé.

Il y aura un élargissement du FSF, nous le souhaitons d'ici le 2 avril. Concrètement, il va y avoir des actes qui suivront les déclarations qui ont été faites.

QUESTION - Ma question s'adresse à Monsieur ZAPATERO, Président du Gouvernement espagnol. Vous avez fait des critiques à l'encontre du protectionnisme, alors est-ce que l'Espagne envisage de laisser de côté un certain nombre d'aides à l'économie ou à l'industrie parce que,

quand même, l'augmentation du chômage est plus importante en Espagne que dans d'autres pays ? Est-ce que vous avez eu la possibilité de parler par exemple avec Monsieur BERLUSCONI en ce qui concerne la question d'Endesa parce qu'en Espagne nous avons maintenant la participation d'une entreprise publique italienne ?

M. JOSE-LUIS ZAPATERO - Vous avez dit que le protectionnisme est une sorte de miroir économique et se regarder dans le miroir ce n'est peut-être pas toujours bon, mais c'est compatible avec l'idée qui consiste à aider des secteurs en difficulté, surtout des secteurs qui ont besoin de restructurations, de reconversions en fonction des circonstances dans lesquelles on se trouve. Tout cela, bien entendu, en respectant les traités de l'Union européenne. La Commission est garante des traités, elle doit évaluer les aides pour qu'elles soient compatibles, par exemple les aides apportées au secteur automobile, les aides pour renforcer la compétitivité du secteur automobile, pour le rénover pour pouvoir arriver à une économie durable, du point de vue climatique également. L'automobile a la plus grande importance. Donc la Commission va bien entendu suivre les aides de chaque pays au secteur automobile sur la base de certains critères et c'est la Commission qui est vigilante quant aux aides que nous donnons également aux entités financières.

Il ne peut pas y avoir non plus de protectionnisme financier. Il n'est pas acceptable que certaines entités reçoivent des subventions considérables et soient avantagées du point de vue de la concurrence par rapport à d'autres entités qui n'ont pas reçu d'aides publiques lorsqu'elles étaient en situation de solvabilité. Cela peut provoquer des distorsions. Donc la Commission a le rôle de garante des traités. Elle doit suivre cela pour éviter les distorsions de concurrence, elle doit être vigilante également face au protectionnisme qui est une mauvaise chose, qui est un miroir économique. Je crois que la question d'Endesa est une question bien connue. Je dirais tout simplement que les relations entre les entreprises espagnoles et les entreprises italiennes, les relations entre le gouvernement espagnol et le gouvernement italien sont très constructives et très positives. Dans Endesa continuera à fonctionner très bien et cette absorption de la part d'ENEL ne va conduire à aucun problème. Nous continuons à avoir une entreprise qui est solide et qui est efficace.

QUESTION - Je m'adresse au Président BERLUSCONI. Il y a de nombreuses initiatives, interventions à différents niveaux : G8, G7, G20... En tant que responsable du G8, l'Italie cette année, qu'est ce que vous espérez ou qu'est ce que vous pensez pouvoir obtenir en termes de documents pour une décision au G8 qui puisse vraiment faire mesurer le succès du G8 d'ici le mois de juillet ? Et puis on a parlé des eurobonds en termes d'investissement public, je pense que cela peut-être intéressant ?

M. SILVIO BERLUSCONI - Nous n'avons pas parlé des eurobonds aujourd'hui parce que nous avons décidé de laisser ce sujet au soin des ministres de finances. Pour ce qui est du G8, c'est une autre étape où nous pourrions ensemble, intervenir pour résoudre des problèmes qui se poseront à ce moment-là. Il est donc extrêmement important qu'il y ait une collaboration, comme celle que nous avons développée à notre niveau aujourd'hui, de pays participants au G20. Dimanche, nous aurons un Conseil européen, après quoi il y aura Londres et puis il y aura le G8. Il est important que tous les responsables restent en contact avec leurs collaborateurs et leurs ministres des finances pour faire en sorte qu'il n'y ait jamais quelque chose qui se fasse sans coordination, quelque chose sur lequel nous n'ayons pas une position concertée.

QUESTION - Une question au Président de la Commission sur le thème de la solidarité. Monsieur BARROSO, à votre avis, quel est le risque qu'un pays de la zone euro ait des problèmes de solvabilité et que feriez-vous alors pour aider ce pays ?

M. JOSE MANUEL BARROSO - Nous avons déjà affirmé nos principes de solidarité au sein de l'Union européenne, ils sont au-delà de tout doute. Je puis vous dire que la zone euro a réagi mieux que beaucoup de parties du monde face à cette crise. C'est important de le savoir, l'euro a été un véritable succès, très fort. Cela a été un écran de protection très fort dans ces circonstances très difficiles. Pensez un instant à ce que serait notre situation au sein de l'Union européenne si nous avions à traiter vingt sept devises différentes. Imaginez l'instabilité des taux

de change, les dévaluations compétitives, imaginez les problèmes considérables que nous aurions aujourd'hui non seulement au niveau du secteur financier mais au niveau de l'économie réelle également.

Je pense que l'on peut dire que la zone euro, jusqu'à présent, a très bien réagi. Bien entendu, nous suivons de très près toutes les évolutions au sein de la zone euro. Vous avez entendu le Président de la zone euro, Jean-Claude JUNCKER, nous avons entendu le Président de la Banque centrale européenne en ce qui concerne les progrès importants réalisés en ce qui concerne l'Euribor. Et je crois qu'il est très juste de dire que jusqu'à maintenant, l'euro s'est révélé être un facteur important de stabilité et que nous sommes prêts à faire face à toute situation difficile. Je ne voudrais pas qu'on donne l'impression que nous avons des problèmes dans la zone euro plus importants que ceux qui existent en dehors, c'est bien le contraire.

QUESTION - Une question pour Monsieur JUNCKER. Je voudrais revenir sur les difficultés de financement qu'ont l'Irlande, l'Espagne, la Grèce. De quelle manière voulez-vous faire réduire les spreads ? Est-ce en faisant des déclarations de solidarité financière, quitte à revenir sur le traité qui interdit tout renflouement par les banques centrales ? Est-ce que vous êtes invité par M.

BROWN à Londres ?

M. JEAN-CLAUDE JUNCKER - Sur la première question qui est à peu près la même que celle à laquelle le Président BARROSO a répondu, je ne vois pas le risque d'un défaut de paiement d'un membre de la zone euro. De toute façon, les Etats membres qui pourraient présenter ce risque doivent savoir qu'ils sont les premiers responsables pour apporter une réponse d'ordre budgétaire et économique à cette question. La responsabilité est d'abord nationale lorsqu'il s'agit d'éviter un quelconque risque de défaut de paiement.

Pour le reste, l'Union européenne, et la zone euro en particulier, a toujours su répondre à des urgences du type de celle que vous soulevez mais je ne vois pas un danger imminent en la matière. La deuxième question trouve une réponse simple : le Président de l'Eurogroupe, qui exerce ses qualités de Président en tant que ministre des Finances, ne participe pas à une réunion du G20 parce que l'Eurogroupe en tant que tel ne fait pas partie du G20.